



CONSEIL DE COMMUNAUTE

Mercredi 11 avril 2018

L'an deux mille dix-huit, le mercredi onze avril, à dix-huit heures trente, le conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni Salle Plénière, Maison des Services Publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

ANDRE Robert, BEGOC Marie Hélène, BESCOND Yvon, BRIANT Hervé, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, FLOCH Jean Bernard, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JEZEQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HENAFF Sylvie, LE TYRANT Jean Claude, LEBALLEUR Pierre, LECLERC Patrick, MAHE Marie Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie Thérèse, MORVAN Henri, MORVAN Marie Claude, MOULLEC Yvan, OMNES Elisabeth, PAGE Marie Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean Jacques, PONT Annie, POUPON Julien, RIOU Michel, ROUBY Solenn, SERGENT André, SOUDON Chantal, TANDEO Gilles, TANGUY Anne, TRMAL Marie France.

Secrétaire de séance

GUILLORE Alexandra

Excusés

BONIZ Jean Jacques (pouvoir à COJEAN Michel)
CUNIN Marie Josée (pouvoir à OMNES Elisabeth)
CYRILLE Yves (pouvoir à MORVAN Marie Claude)
GODET Nathalie (pouvoir à LE GALL Jean Noël)
LE GUEN Jean René

Absente

BERVAS Viviane

Assistaient en outre à la séance

Didier BAUMONT, Bruno JAOUEN, René LE DROFF, Yann ROHOU, Danièle FALC'HUN-MARREC

Conseil de Communauté	
11 avril 2018	2018-72

ECONOMIE

Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)

→ Convention de partenariat avec la Région

Jean Bernard FLOCH, vice-président en charge de l'économie présente le projet de délibération.

Promulguées respectivement en 2014 et 2015, les lois MAPTAM et NOTRe, dites lois de réformes territoriales, redéfinissent la répartition des compétences entre collectivités territoriales, notamment dans le domaine du développement économique.

Par ailleurs, la suppression de la clause générale de compétence pour les départements et la montée en puissance de l'échelon intercommunal a conduit, sur le terrain, à de profondes évolutions de l'action publique en matière de développement économique.

Le Conseil régional a ainsi décidé de confirmer les orientations de sa stratégie de développement économique dite Glaz économie, votée en décembre 2013, au motif que, élaborée dans le cadre d'une très large mobilisation des acteurs, elle restait la référence partagée du territoire breton.

L'enjeu identifié est celui de la transformation opérationnelle des objectifs de la Glaz économie, leur traduction concrète dans les territoires, la capacité à créer sur le terrain une dynamique de développement, l'amélioration de l'offre de service et du soutien apporté aux acteurs économiques.

Dès le mois de juin 2016, la Région a validé le choix très fort de construire une relation partenariale renouvelée et largement renforcée avec les futurs 59 EPCI de Bretagne, en commençant par le thème du développement économique stricto sensu.

Selon la loi NOTRe, « *La mise en œuvre du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation peut faire l'objet de conventions entre la région et un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents.* » (article L. 4251-18 du code général des collectivités territoriales).

La Région Bretagne a retenu la possibilité de contractualiser avec les intercommunalités bretonnes car elle estime que « *Le contrat permet de développer un dialogue territorial entre Région et EPCI, pour assurer un réel croisement stratégique au plan territorial entre Glaz économie et stratégies locales, pour s'assurer de la bonne appropriation par le local des enjeux régionaux de développement économique et garantir la prise en compte par l'échelon régional des réalités et priorités locales.* » (article 1^{er} de la convention).

Par conséquent, la convention ci-jointe a pour objet selon la Région Bretagne :

- d'harmoniser les politiques de la Région et de l'EPCI dans le domaine du développement économique, dans l'intérêt des deux parties, en conformité avec leurs priorités communes et en compatibilité avec les orientations de la Stratégie Régionale de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation pour la Bretagne (article 2 – volet stratégique) ;
- de s'accorder sur les dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et d'autoriser les EPCI à intervenir (article 3 – volet dispositifs d'accompagnement des entreprises). Pour notre territoire, il s'agit uniquement de l'aide (directe) versée aux jeunes agriculteurs selon la délibération n° 2015-19 adoptée le 27 mars 2015 ;
- d'organiser la mise en place d'un service public de l'accompagnement des entreprises SPAE sur le territoire communautaire (article 4 – volet organisationnel) qui reste encore à définir.

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et en particulier ses articles L.1511-1 et suivants ainsi que les articles L. 1611-7 – I et L.4251-18 ;
Vu la délibération n° 2015-19 du 27 mars 2015 relative aux aides aux jeunes agriculteurs

Vu l'avis favorable :

- du Bureau communautaire du 20 février 2018,
- de la commission Aménagement du Territoire du 26 mars 2018,

le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer la convention de partenariat annexée à la présente délibération.

Le registre dûment signé,
Pour extrait conforme,
A Landerneau, le 12 avril 2018
Patrick LECLERC
Président de la Communauté

